

Voor de toepassing van deze bepaling wordt onder verantwoordelijke dienst van het ministerie of verantwoordelijk gezag van het ministerie, de ordonnateur van de dienst verstaan. » ;

4° de artikelen 32 tot 34 zijn opgeheven.

Art. 2. § 1. Dit besluit treedt in werking op de datum bepaald door de Regering voor elke administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie die bestaat op 31 december 2021 in een faseringsplan dat de vervaldatum van 1 januari 2028 niet mag overschrijden.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 heeft dit besluit uitwerking met ingang van 1 januari 2022 voor de Administratieve Dienst met boekhoudkundige autonomie van de Algemene Dienst voor het erfgoed en het beheer van onroerende goederen van het Secretariaat-Generaal opgericht bij artikel 37 van het programmadecreet van het 15 december 2021 houdende diverse bepalingen bij de begroting 2022.

In afwijking van paragraaf 1 heeft dit besluit uitwerking met ingang van 14 december 2022 voor de Administratieve Dienst met boekhoudkundige autonomie "Uitzonderlijk investeringsplan in schoolgebouwen" van de Algemene Dienst voor gesubsidieerde schoolinfrastructuur van het Secretariaat-Generaal opgericht bij artikel 20 van het programmadecreet van 14 december 2022.

Brussel, 20 april 2023.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/41943]

20 AVRIL 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française instituant une source authentique de données relative aux habilitations et à l'offre programmée de l'enseignement supérieur

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative, l'article 7, § 1^{er};

Vu l'accord de coopération du 15 mai 2014 entre la Région wallonne et la Communauté française portant exécution de l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative, l'article 5, § 1^{er};

Vu l'analyse d'opportunité de la Banque-Carrefour d'échange de données, réalisée le 15 septembre 2019, en application de l'article 5, §§ 2 et 3, de l'accord de coopération du 15 mai 2014 précité;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 novembre 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 décembre 2020;

Vu le « test genre » du 4 décembre 2020, établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire du 4 mai 2021, en application de l'article 33, 2°, du décret du 21 septembre 2012 relatif à la participation et la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur;

Vu l'avis 2021-10 donné par l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur le 25 mai 2021, en application de l'article 21, alinéa 1^{er}, 1°, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

Vu le premier avis n° 69.973/2 du Conseil d'Etat, donné le 27 septembre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le second avis n° 73.086/2 du Conseil d'Etat, donné le 22 mars 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, l'article 21, alinéa 1^{er}, 27°, l'article 86, § 1^{er}, et les annexes II, III.1, III.2, III.3, III.4 et VI;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° « accord de coopération partage de données » : l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative;

2° « accord de coopération d'exécution » : l'accord de coopération du 15 mai 2014 entre la Région wallonne et la Communauté française portant exécution de l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative;

3° « autorité publique » : toute autorité publique telle que définie à l'article 2, 8°, b), de l'accord de coopération partage de données;

4° « établissement d'enseignement supérieur » : tout établissement d'enseignement supérieur repris aux articles 10 à 13 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

5° « offre programmée de l'enseignement supérieur » : la liste des études programmées par les établissements d'enseignement supérieur pour une année académique donnée, établie en application de l'article 121, alinéa 3, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, et sur la base des habilitations octroyées en application du chapitre VI du même décret;

6° « utilisateur » : tout utilisateur tel que défini à l'article 2, 9°, de l'accord de coopération partage de données.

Art. 2. La base de données relative aux habilitations et à l'offre programmée de l'enseignement supérieur est désignée comme source authentique.

L'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, visée par les articles 20 et suivants du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, est désignée en tant que gestionnaire de la source authentique.

Art. 3. La source authentique de données poursuit les finalités suivantes :

- 1° l'établissement d'un cadastre des habilitations et de l'offre programmée d'enseignement supérieur;
- 2° l'établissement d'un référentiel commun des inscriptions et des diplômes de l'enseignement supérieur;
- 3° le support à la simplification administrative;
- 4° la publication de données de référence en open data, notamment pour permettre l'évaluation de politiques publiques liées à l'enseignement supérieur.

Art. 4. Le périmètre de labellisation de la source authentique concerne les données relatives :

- 1° à l'offre d'enseignement proposée dans l'enseignement supérieur en Communauté française;
- 2° aux habilitations décrétales.

Art. 5. Le gestionnaire de la source authentique a pour missions de :

- 1° collecter les données faisant partie de la source authentique;
- 2° valider les données collectées afin de s'assurer de leur qualité technique;
- 3° stocker et mettre à jour les données collectées.

Art. 6. Toute donnée fait l'objet d'une vérification préalable par le gestionnaire avant intégration dans la base de données.

Les données faisant partie du périmètre de labellisation sont validées par le gestionnaire au plus tôt le jour de l'entrée en vigueur des dispositions décrétales qui accordent ou retirent à un établissement d'enseignement supérieur son habilitation.

Pour les données d'ordre référentiel ou pour celles qui ne sont pas collectées directement par le gestionnaire, elles font l'objet d'une validation préalable avant intégration dans la base de données.

Art. 7. Le gestionnaire de la source authentique communique, dans le respect des dispositions de l'accord de coopération partage de données, les données contenues dans la source authentique aux autorités publiques et établissements d'enseignement supérieur qui en font la demande.

Art. 8. Toute demande de correction des données par l'utilisateur et son traitement par le gestionnaire se font selon les modalités précisées aux articles 12 à 14 de l'accord de coopération d'exécution.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 30 janvier 2023.

Art. 10. Le Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 avril 2023.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/41943]

20 APRIL 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot instelling van een authentieke bron van gegevens betreffende de machtigingen en het geprogrammeerde aanbod van het hoger onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 23 mei 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de ontwikkeling van een gezamenlijk initiatief inzake de uitwisseling van gegevens en het gezamenlijk beheer van dit initiatief, artikel 7, § 1;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 15 mei 2014 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap ter uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 23 mei 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de ontwikkeling van een gezamenlijk initiatief inzake de uitwisseling van gegevens en het gezamenlijk beheer van dit initiatief, artikel 5, § 1;

Gelet op de opportuniteitsanalyse van de Kruispuntbank voor gegevensuitwisseling, die op 15 september 2019 is uitgevoerd, met toepassing van artikel 5, §§ 2 en 3, van het bovengenoemde samenwerkingsakkoord van 15 mei 2014;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 26 november 2020;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 10 december 2020;

Gelet op de "gendertest" van 4 december 2020, uitgevoerd in toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het overleg met de representatieve studentenorganisaties op gemeenschapsniveau van 4 mei 2021, met toepassing van artikel 33, 2°, van het decreet van 21 september 2012 betreffende de deelname en de vertegenwoordiging van studenten in het hoger onderwijs;

Gelet op het advies 2021-10 van de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs van 25 mei 2021, met toepassing van artikel 21, eerste lid, 1°, van het decreet van 7 november 2013 tot vaststelling van het hoger onderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

Gelet op het eerste advies nr. 69.973/2 van de Raad van State, gegeven op 27 september 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het tweede advies nr. 73.086/2 van de Raad van State, gegeven op 22 maart 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het decreet van 7 november 2013 tot vaststelling van het hoger onderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, artikel 21, eerste lid, 27°, artikel 86, § 1, en de bijlagen II, III.1, III.2, III.3, III.4 en VI;

Op de voordracht van de minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "samenwerkingsakkoord inzake gegevensuitwisseling": het samenwerkingsakkoord van 23 mei 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de ontwikkeling van een gezamenlijk initiatief inzake de uitwisseling van gegevens en het gezamenlijk beheer van dit initiatief;

2° "uitvoeringssamenwerkingsakkoord": het samenwerkingsakkoord van 15 mei 2014 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap ter uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 23 mei 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de ontwikkeling van een gezamenlijk initiatief inzake de uitwisseling van gegevens en het gezamenlijk beheer van dit initiatief;

3° "overheidsinstantie": elke overheidsinstantie zoals gedefinieerd in artikel 2, 8°, b), van het samenwerkingsakkoord inzake gegevensuitwisseling;

4° "instelling voor hoger onderwijs": elke instelling voor hoger onderwijs vermeld in de artikelen 10 tot en met 13 van het decreet van 7 november 2013 tot vaststelling van het hoger onderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

5° "geprogrammeerd aanbod van het hoger onderwijs": de lijst van de studies die de instellingen voor hoger onderwijs voor een bepaald academiejaar programmeren, vastgesteld met toepassing van artikel 121, derde lid, van het decreet van 7 november 2013 tot vaststelling van het hoger onderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, en op basis van de machtigingen verleend met toepassing van hoofdstuk VI van hetzelfde decreet;

6° "gebruiker": elke gebruiker zoals gedefinieerd in artikel 2, 9° van het samenwerkingsakkoord inzake gegevensuitwisseling.

Art. 2. De gegevensbank inzake machtigingen en geprogrammeerd hoger onderwijs wordt aangewezen als authentieke bron.

De Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs, bedoeld in artikel 20 en volgende van het decreet van 7 november 2013 tot vaststelling van het hoger onderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, wordt aangewezen als beheerder van de authentieke bron.

Art. 3. De authentieke gegevensbron heeft de volgende doeleinden :

1° de invoering van een register van machtigingen en het geprogrammeerde aanbod aan hoger onderwijs;

2° de invoering van een gemeenschappelijk referentiesysteem voor inschrijvingen en diploma's in het hoger onderwijs;

3° steun voor administratieve vereenvoudiging;

4° de publicatie van referentiegegevens in open data, inzonderheid om de evaluatie van het overheidsbeleid inzake hoger onderwijs mogelijk te maken.

Art. 4. Het toepassingsgebied van de labeltoekenning van de authentieke bron betreft gegevens omtrent :

1° het voorgestelde onderwijsaanbod in het hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap;

2° aan de decretale machtigingen.

Art. 5. De beheerder van de authentieke bron heeft de volgende opdrachten :

1° de gegevens verzamelen die deel uitmaken van de authentieke bron;

2° de verzamelde gegevens valideren om de technische kwaliteit ervan te waarborgen;

3° de verzamelde gegevens opslaan en bijwerken.

Art. 6. Alle gegevens worden vooraf gecontroleerd door de beheerder voordat ze in de gegevensbank worden opgenomen.

De in het toepassingsgebied van de labeltoekenning opgenomen gegevens worden door de beheerder gevalideerd ten vroegste op de dag waarop het decreet tot toekenning of intrekking van de machtiging aan een instelling voor hoger onderwijs in werking treedt.

Gegevens met een referentiekarakter of gegevens die niet rechtstreeks door de beheerder worden verzameld, worden eerst gevalideerd voordat zij in de gegevensbank worden opgenomen.

Art. 7. De beheerder van de authentieke bron deelt, overeenkomstig de bepalingen van het samenwerkingsakkoord inzake gegevensuitwisseling, de in de authentieke bron opgenomen gegevens mee aan de overheidsinstanties en instellingen voor hoger onderwijs die erom verzoeken.

Art. 8. Elk verzoek van de gebruiker om gegevenscorrectie en de verwerking ervan door de beheerder worden uitgevoerd volgens de procedures van de artikelen 12 tot en met 14 van het uitvoeringssamenwerkingsakkoord.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 30 januari 2023.

Art. 10. De minister van Hoger Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 april 2023.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening
aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2023/203821]

14. DEZEMBER 2022 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 1. Juni 2004 zur Gesundheitsförderung und zur medizinischen Prävention

Das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel 1.1 des Dekrets vom 1. Juni 2004 zur Gesundheitsförderung und zur medizinischen Prävention, eingefügt durch das Dekret vom 25. Februar 2013 und abgeändert durch das Dekret vom 20. Juli 2020, erhält folgende Überschrift:

„Art. 1.1 - Datenverarbeitung durch die Verwaltung“

Art. 2 - In Kapitel IIter Abschnitt 1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 26. April 2021 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 28. März 2022, wird folgender Artikel 10.1.11 eingefügt:

„Art. 10.1.11 - Einrichtung einer Hygieneinspektion

Die Regierung richtet im Rahmen der Vorbeugung und Bekämpfung der Ausbreitung ansteckender Krankheiten eine Hygieneinspektion im Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft ein.“

Art. 3 - Artikel 10.2 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 20. Februar 2017 und abgeändert durch das Dekret vom 28. März 2022, wird wie folgt abgeändert:

1. Der Artikel erhält folgende Überschrift:

„Art. 10.2 - Meldepflicht“

2. § 2 wird wie folgt ersetzt:

„§ 2 - Folgende Personen unterliegen der Meldepflicht:

1. der behandelnde Arzt;

2. der Verantwortliche eines Labors für klinische Biologie;

3. der Arzt, der insbesondere mit der medizinischen Kontrolle oder medizinischen Koordination in Betrieben, in Wohn- und Pflegezentren für Senioren, in Schulen oder in Einrichtungen, in denen Kinder, Jugendliche oder Erwachsene untergebracht sind, beauftragt ist;

4. die Erziehungsberechtigten oder Eltern eines erkrankten Kindes;

5. die zuständige Schulleitung;

6. die zuständige Leitung einer Kinderbetreuungsstruktur.“

3. § 3 Absatz 1 wird wie folgt ersetzt:

„§ 3 - Die Meldung erfolgt bei der Hygieneinspektion.“

Art. 4 - Artikel 10.3 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 20. Februar 2017 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 28. März 2022, wird wie folgt abgeändert:

1. Der Artikel erhält folgende Überschrift:

„Art. 10.3 - Befugnisse der Hygieneinspektion“

2. Im einleitenden Satz von § 1 wird die Wortfolge „der Arzt-Hygieneinspektor“ durch die Wortfolge „die Hygieneinspektion“ ersetzt und zwischen die Wortfolgen „den Bürgermeister“ und „treffen lassen“ wird die Wortfolge „oder eine gemäß Artikel 10.4 § 1.1 beauftragte Einrichtung öffentlichen Interesses“ eingefügt.

3. In § 1 Nummer 7 wird der Punkt am Ende des Satzes durch ein Semikolon ersetzt.

4. In § 1 wird folgende Nummer 8 eingefügt:

„8. für die Dauer der Infektionsgefahr bauliche und strukturelle Maßnahmen anordnen, die einer Ansteckung vorbeugen oder entgegenwirken.“

5. In § 1 wird folgender Absatz 2 eingefügt:

„Die Regierung bestellt innerhalb der Hygieneinspektion die Inspektoren, die zur Ergreifung der in Absatz 1 erwähnten Maßnahmen berechtigt sind.“